CESAR CHAPPUIS

... 1702 - 1712

CESAR CHAPPUIS, rue Bellecordière (... 1702 - 1712).

César Chappuis, de qui il m'a été impossible de retrouver l'origine, pas plus d'ailleurs que le décès, avait marié sa fille à Jean Veyron, veuf de Marguerite Libéral (voir notice Veyron-Bailly).

Il dut travailler avant 1702, époque où je le rencontre pour la première fois. Il est alors recherché, à la requête du libraire Dezallier de Paris, pour contrefaçon. En août,¹ le commissaire de police se rend rue Bellecordière pour y interroger Chappuis et perquisitionner dans ses ateliers ; celui-ci travaille à un « Castro Palao », pour Anisson, dit-il, mais le commissaire, malin, lui fait observer que le « Castro Paolo » est une édition latine, imprimée dans le format in-folio, alors que le livre qui se trouve sous la presse est in-8° et composé en langue française. Chappuis, alors, se ravise : en effet, dit-il, ce tirage est celui d'une feuille de *La Perfection chrestienne*, de Rodriguez,² qui m'a été « ordonnée par un Marchand de la ville de Tournon, à qui cette feuille manquoit pour parfaire quelques exemplaires dud. livre ».

- Et quel est ce marchand ? réplique le commissaire.
- Je « ne sçais son nom, parce qu'il m'a payé comptant l'impression de lad. feuille » !

 Peu après, ³ le commissaire se transporte une fois de plus chez Chappuis, y trouve une
 nouvelle « forme » de la *Perfection* sous la presse ; il « rompt » cette forme, s'empare des
 caractères avec lesquels elle est composée et les porte au greffe de la police pour y être
 vendus ; quant aux feuilles déjà tirées, elles sont transportées chez le cartonnier Antoine
 Montagny, rue Paradis, pour y être mises « au pillon » en présence du commissaire.

Bien qu'il ait été, en janvier 1703, condamné à 150 livres d'amende et à fermer son atelier pendant deux mois, Chappuis continue à faire travailler ses presses : « Je suis pauvre, dit-il, chargé d'une grosse famille, il faut bien que je travaille pour la faire subsister ».⁴

Telles étaient les raisons que toujours les imprimeurs donnaient pour justifier les contraventions dont ils se rendaient coupables.

En 1708, un arrêt du Conseil du roi « prive [Chappuis] de la maîtrise », ce qui, bien entendu, ne l'empêche nullement de continuer à exercer son métier. Mais, le 18 juin de cette année 1708,⁵ Louis Dugas, lieutenant général de police, accompagné du syndic et de ses adjoints, se transporte dans l'« ouvroir » de la rue Bellecordière, « pour procéder à l'enlèvement des presses et des caractères, et de tout ce qui peut servir au travail d'imprimerie » que Chappuis exerce « au mespris des arrêts et des reglemens ». Ils trouvent là « un jeune garçon qui leur fait ouverture de l'ouvroir », mais « les presses ne paroissent pas avoir été dérangées » ; les vis sont « en place avec les platines », les caractères sont « dans les rangs » ; le « nommé Jean Veron, maistre imprimeur de cette ville, gendre de Chappuis », étant survenu, a déclaré « avoir fait transporter chez luy tous les caractères de l'imprimerie de son beau père, et qu'il ferait de même transporter les presses » si cela était nécessaire, « pour pouvoir faire travailler en son nom les Enfans dud. Chappuis, ses beaux frères, et les ayder à subsister ».

Nous retrouvons encore Chappuis en 1711 ; Il est condamné à 150 livres d'amende et il est l'objet, de la part de la chambre syndicale, d'une demande de déchéance de sa maîtrise ; un arrêt du Conseil du roi du 25 janvier 1712 l'en prive, en effet, définitivement et pour toujours.

Il quitta à ce moment notre ville et se réfugia en Ardèche, où il introduisit l'imprimerie à Bourg-Saint-Andéol, en 1725.

Bibliographie

Arch. Lyon, HH Chappe VI, 563 - 48.

Arrêt du Conseil d'Etat du roi... du 25 janvier 1712, Lyon, 1712.

Henri Hein, « Notes pour servir à l'histoire de l'imprimerie à Bourg-Saint-Andéol », *Le Bibliographe moderne*, 1910.

- R. Labrelly, L'Imprimerie à Bourg Saint-Andéol au XVIIIe siècle, Aubenas, 1917.
- G. Lepreux, dans le Bulletin des maîtres-imprimeurs de France, 1925, Noël, p. 44.

^{1.} Arch. Lyon, HH 100, 30 août 1702. (JP)

^{2.} Le P. Alonso Rodríguez, S.J. (JDM)

^{3.} Arch. Lyon, HH 102, 14 septembre 1702. (JP)

^{4.} Arch. Lyon, HH 102, 14 septembre 1702. (JP)

^{5.} Arch. Lyon, HH 103, (2ème partie). (JP)